



Candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle du Cameroun prévue au plus tard en octobre prochain, le mandataire du parti de l'Offre Orange pour le salut du Cameroun (OSCC) a décliné au cours d'une rencontre avec les hommes de médias, les principaux axes de la coalition de l'opposition que sa formation politique propose pour renverser le pouvoir en place.

Vous venez d'annoncer votre candidature à l'élection présidentielle prévue cette année au Cameroun et l'Offre Orange milite pour une coalition de l'opposition à ce scrutin. Pouvez-vous être plus explicite?

Le peuple camerounais n'a pas besoin d'un messie, mais il a besoin d'être libéré. C'est pour ça qu'à l'Offre Orange, nous proposons la coalition des forces du changement et la solution 22 (1+22) pour taire les égoïsmes. Cette solution va permettre une gestion collective du pouvoir de transition qui sera partagé entre un président de transition, le numéro 1, et un Conseil national de transition de 21 membres qui vont gérer la commission vérité et réconciliation, la commission d'audit national, puis le programme d'électrification citoyen et toutes les choses qui nous permettent de nous réinventer. Il faut une période de rupture et nous insistons sur une période transitoire parce que celui qui doit être le numéro 1 doit pouvoir comprendre qu'il ne sera pas candidat aux autres élections. Il vient gérer la transition de quatre ans et il s'en va.

En même temps, il donne la possibilité aux candidats qui auraient participé à son mécanisme

de choix de pouvoir rester dans la gestion collective du pouvoir dans le Conseil national de transition. On est donc là dans un jeu de qui perd gagne. Mais si on tourne le dos à la masse critique électorale, je ne serais pas candidat. Je ne lance pas ma candidature sans avoir pris les dispositions. Je ne veux pas être l'expert électoral qui enseigne cette question aux autres et ne pas avoir réfléchi sur les options de ma candidature.

Une coalition de l'opposition camerounaise s'annonce pourtant difficile compte tenu des divergences sociopolitiques des candidats déclarés jusqu'ici...

Nous n'aurons une coalition que si les principaux leaders de l'opposition qui sont candidats acceptent de se fondre, s'ils acceptent la logique de pouvoir disparaître si quelqu'un est plus percutant qu'eux dans une mécanique de choix de ce candidat. Je suis dans la logique qu'on se mette ensemble pour chercher les mécanismes qui nous permettent de choisir celui qui a plus de chance d'aller à l'élection et de gagner, et que les autres se mettent dans un conseil national de transition. Pour cela nous proposons des micro-primaires et des primaires citoyennes au choix de ce candidat.

Et comment se dérouleront ces élections primaires si la coalition se mettait effectivement en place?

Je veux d'entrée de jeu rappeler qu'aujourd'hui le terme primaires citoyennes a été galvaudé dans l'opinion parce qu'un nombre de personnes et de personnalités peut-être de bonne foi, ont pris à leur compte, ce terme de primaires citoyennes que nous avons théorisé en 2008 parce qu'il est au cœur de la politique de l'Offre Orange. Nous venons de faire une nouvelle théorisation des micro-primaires au regard du temps qui nous reste, parce que les primaires citoyennes dans leur conception initiale, ne peuvent plus se tenir avant la convocation d'un corps électoral, si tant est que M. Biya Paul, président de la République, va faire à sa tête et convoquer le corps électoral sans ouvrir le dialogue et sans pacifier les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. On suppose que ce sera fait dans les délais légaux (entre le 16 juin et le 16 juillet selon la constitution camerounaise, Ndlr) et dans ce cas, on n'a plus le temps pour faire les primaires dans leur conception initiale qui prévoyaient non seulement une phase d'élections physiques dans les dix régions du Cameroun, mais également une phase d'élection virtuelle par le biais d'une plateforme virtuelle dans laquelle les citoyens en principe devraient pouvoir voter.

Et nous avons déjà proposé que le logiciel qui devait être utilisé dans les primaires, soit validé par l'ensemble des candidats et leurs équipes techniques pour qu'on s'accorde sur l'ensemble du processus. C'est de cette manière que nous avons proposé un autre code électoral pour les micro-primaires de l'opposition, qui ont l'avantage de proposer comment choisir un candidat parmi tant d'autres sans que cela ne pose un grand problème. Chaque médaille ayant son revers, le peuple dans une large majorité sera peu associé à ce processus. Mais on aura au moins un échantillon suffisant pour permettre de dire que celui qui est élu peut être représentatif des volontés des différentes composantes et des structures de la population camerounaise.

Pour réunir de l'opposition autour d'une table, il faut avoir des arguments de poids. Comment comptez-vous vous y prendre ?

On a débattu énormément de la question dans les commissions au niveau national et international. Parmi les critères retenus, il y a celui de l'âge. De tous les candidats déclarés au sein de l'opposition, MM. Kamto et Akere sont les plus âgés. Nous pensons que l'âge implique la sagesse même si M. Biya et les autres ne comprennent pas que quand on est sage on se repose à un moment donné. La prédisposition de ces deux leaders constitue le deuxième critère. L'offre Orange ne théorise pas autre chose que la coalition des forces, parce que nous ne croyons pas à la théorie d'un leadership individuel pour libérer le Cameroun.

Vous jetez votre dévolu sur Maurice Kamto et Akere Muna pour réunir l'opposition en mettant de côté Joshua Osih qui est le candidat du SDF, principal parti de l'opposition. Cela ne pose-t-il pas un problème ?

On ne va pas revenir sur les détails de 2011. La somme des masses critiques locales que Joshua Osih peut avoir au travers de sa machine électorale du SDF est réelle. Mais lors du dernier meeting de son parti à Mbouda, je crois que mon frère et ami Joshua Osih qui est un candidat sérieux à la prochaine élection présidentielle, a été très clair aussi pour dire qu'il n'y a pas de coalition possible. L'opposition c'est SDF. Dans ces conditions, j'estime que je ne suis pas en capacité de pouvoir convaincre le candidat Osih. Et il est peu indiqué pour moi de le proposer dans l'équipe de cette mission chargée de réunir l'opposition. Mais peut-être Kamto ou Akere peuvent le faire le convaincre et amener tous les autres à se joindre à nous. de pouvoir se retrouver avec nous et qu'on en décide. Il ne s'agit pas de dire que Akere Muna, Maurice Kamto ou Hilaire Kamga représentent la coalition mais plutôt de suggérer à ces deux aînés de convoquer les assises des forces de changement.

En mettant en exergue les deux personnalités les plus âgées de l'opposition, on peut se dire que vous négligez la jeunesse, pourtant il y a des jeunes qui montent très forts comme Cabral Libii...

Toute ma vie a été consacrée à la jeunesse qui est aujourd'hui au cœur de ma bataille. J'ai formé des milliers de jeunes pour mener la bataille du changement. Il n'est pas aujourd'hui possible de me faire le procès de la jeunesse, moi qui à 23 ans, étais le patron de la cellule de communication de l'Union pour le changement en 1990. J'y ai écrit le premier communiqué avec le professeur Maurice Kamto. Il n'y donc pas de raison que ceux qui sont au cœur de la bataille soient abandonnés. Cela m'amène directement à votre question. Je ne veux pas parler de mon petit frère et ami Cabral Libii. J'avais déjà dit à la presse que j'en étais fière parce qu'il traduisait ce que nous avons dans notre livre intitulé « Cameroun : offre orange pour l'alternance. Notre légitime ambition pour le pouvoir, la nouvelle génération s'engage ». Le cardinal Tumi, moi-même et tous les orangistes qui avons participé à la rédaction de ce livre, valorisons l'ambition. Quand un jeune peut déclarer son ambition et essayer de concrétiser, on ne peut que le soutenir. Et comme Cabral Libii a été parmi ces jeunes qui ayant fréquenté suffisamment ont lu l'offre Orange, je suis fière de lui et j'estime qu'il a ses chances. Il peut contribuer et pourquoi pas gagner une élection présidentielle.

La révision de la forme de l'Etat du Cameroun est l'un des grands enjeux de la crise anglophone qui secoue depuis pratiquement deux ans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Quelle est la position de votre parti sur la question ?

Au départ, les orangistes étaient divisés mais la forme de l'Etat doit être négociée. Nous prévoyons dans notre livre commis ce que nous appelons la commission des lois de la troisième république qui a d'une part, le comité constitutionnel et d'autre part le comité sur le code électoral. Et il revient à cette constituante d'arrêter la forme de l'Etat. Mais la tendance majoritaire à l'offre Orange est pour le fédéralisme parce qu'on estime que c'est la meilleure forme de gouvernance qui tienne compte des spécificités locales camerounaises.

Propos recueillis par Joseph Samuel Zoé